

Arrêt du génocide à Gaza et du terrorisme sioniste au Liban !

Selon Macron et Barnier, le seul terrorisme est celui du Hamas. Ceux qui défendent la cause palestinienne sont jugés pour « apologie du terrorisme ». De 1907 à 1948, le sionisme, tout en se présentant comme démocratique en Europe et en Amérique du Nord, a pris en Palestine la forme d'organisations terroristes : Haganah travailliste, Irgoun raciste, Stern-Lehi fasciste. En 1948, celles-ci sont devenues l'armée israélienne. Depuis, le terrorisme sioniste est à grande échelle, grâce aux moyens matériels que confère un État capitaliste avancé. Depuis la proclamation d'Israël, son armée mène régulièrement des incursions militaires dans des États voisins et ses services secrets y fomentent en permanence des attentats contre ses adversaires politiques.

Le 1^{er} avril, l'armée israélienne tue 7 personnes dans le consulat iranien de Damas en Syrie. Le 19 avril, en Iran, 3 sites sont attaqués. Tous les jours, l'armée israélienne bombarde le sud du Liban, causant 602 morts depuis le 7 octobre 2023. 100 000 civils fuient la zone. Les 17 et 18 septembre, les services secrets israéliens mènent au Liban plus de 100 attentats simultanés, faisant exploser des bipeurs de membres du Hezbollah, tuant 32 personnes, en blessant 3 400 autres. Le 19, l'aviation israélienne frappe 100 sites au Liban. Le 20, elle vise un quartier peuplé de Beyrouth, pour assassiner Ibrahim Aqi du Hezbollah, causant 12 autres morts et 62 blessés.

Avec tous les moyens matériels du terrorisme sioniste, la colonisation se poursuit à Jérusalem et en Cisjordanie qui est dirigée non par le Hamas, mais par le Fatah. Entre le 7 octobre 2023 et le 2 septembre 2024, au moins 652 Palestiniens y ont été tués, dont 150 enfants. Les colons fondamentalistes et racistes qui détruisent les plantations et les fermes, qui attaquent les habitants, sont appuyés par le gouvernement Netanyahu qui est reçu avec les honneurs en France comme aux États-Unis. Les camps de réfugiés sont particulièrement ciblés.

La principale victime du terrorisme d'État est la population civile de la bande de Gaza. Depuis 2007, l'enclave surpeuplée subit le blocus d'Israël et de l'Égypte. Après des dévastations en 2008-2009, en 2012, en 2014, le territoire est détruit par les bombardements depuis le 7 octobre 2023. Au moins 41 300 personnes sont mortes sous les balles et sous les bombes. L'armée israélienne donne des ordres d'évacuation chaque jour. 1,9 million de personnes (90 % de la population) ont été déplacées, parfois à plusieurs reprises. Entre le 1^{er} et le 30 août, le nombre de camions d'aide alimentaire autorisés par Israël est de 69 en moyenne par jour, alors qu'il en fallait 500 quand les besoins étaient bien plus réduits. Le 18 septembre, l'armée sioniste attaque une école, tuant 6 salariés de l'UNWRA (l'agence de l'ONU qui secourt les Palestiniens). Au total, 220 d'entre eux ont été tués depuis le 7 octobre dernier.

La presse internationale est interdite à Gaza et l'armée israélienne y a tué plus de 100 journalistes palestiniens. La torture est la règle dans une dizaine de prisons où sont détenus environ 10 000 otages palestiniens.

Longtemps, Israël a favorisé le Hamas pour affaiblir l'OLP. Parce que le Hamas est antisémite, il est incapable de s'adresser aux travailleurs juifs. Parce qu'il est bourgeois, il est incapable de mobiliser les travailleurs de la région et des centres impérialistes. Sabotant la cause palestinienne, le Hamas mise sur l'émirat du Qatar, allié des États-Unis et de la France, sur l'Iran, oppresseur des Kurdes, et sur le gouvernement islamiste de la Turquie, membre de l'OTAN et oppresseur des Kurdes. Le pétrole de l'Azerbaïdjan parvient toujours à

Israël à travers la Turquie. Aucun de ces gouvernements cléricaux n'a l'intention d'affronter Israël.

L'État colonial est armé jusqu'aux dents par des États impérialistes occidentaux : au premier chef par le plus puissant, les États-Unis, que le président soit du Parti démocrate ou du Parti républicain. Mais aussi par des puissances secondaires comme la France, y compris quand les précédents fronts populaires-union de la gauche étaient au pouvoir. Aujourd'hui, les dirigeants du PS, du PCF et de LFI, suivis par ceux de LO, soutiennent la position traditionnelle de leur État bourgeois pour « la solution des deux États », c'est-à-dire la reconnaissance de la colonisation sioniste et la partition de la Palestine.

Dans la filiation de la 4^e Internationale des années 1930 et de la LCR palestinienne des années 1940, les communistes internationalistes condamnent la colonisation et la partition de la Palestine ; ils lui opposent la perspective d'une fédération socialiste du Proche-Orient (incluant Arabes, Turcs, Kurdes, Juifs, etc.). Comme le FDLP, le FPLP et l'OSI-Matzpen des années 1970, les communistes internationalistes se prononcent pour le démantèlement de l'État sioniste, pour une seule Palestine démocratique et laïque.

En France, la première tâche de solidarité envers les Palestiniens est d'empêcher l'envoi d'armement français et d'interrompre toute collaboration militaire avec Israël. Front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs : À bas Macron et Barnier, non à Le Pen-Bardella ! Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah ! Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes sionistes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour des réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens prisonniers d'Israël !

20 septembre 2024

